Burundi : les rebelles réclament un partage du pouvoir "moitié-moitié"

@rib News, 15/08/2008 - Source AFP Les rebelles burundais des Forces nationales de libération (FNL) ont exigé un partage du pouvoir "moitié-moitié" avec le gouvernement du Burundi pour rendre applicable l'accord de cessez-le-feu signé en 2006, dans une lettre adressée à la médiation. "Durant tout le processus de négociations, le Palipehutu-FNL et le gouvernement du Burundi ont été mis sur un même pied d'égalité (...). C'est pourquoi le partage du pouvoir doit se faire sur le principe d'égalité dans tous les aspects de la vie nationale", affirme le leader des FNL, Agathon Rwasa, dans sa correspondance.

"Pour être précis, nous voulons avoir une des deux vice-présidences (du pays) et 13 des 26 ministères du gouvernement burundais, dont les ministères de l'Intérieur, des Affaires étrangères, de la Défense, des Finances, de la Planification, de la Justice, de l'Agriculture et de l'Élevage, de l'Éducation nationale, de la Santé publique, du Commerce, du Travail et de l'Énergie et des mines", énumère le leader des FNL. Dans l'armée, la police et les services de renseignement, les FNL demandent un partage moitié-moitié et la tête de ces corps. Ils demandent également 10 postes d'ambassadeurs notamment à l'ONU et dans les plus grandes capitales du monde. Enfin, les FNL réclament le poste de procureur général de la République, neuf des 17 postes de gouverneurs de province et la tête d'une dizaine d'entreprises et de banques publiques, toujours selon le même texte. "Ce sont des exigences totalement irréalistes, mais elles constituent néanmoins une base de discussions dans la relance du processus de paix", a estimé un diplomate en poste à Bujumbura, sous couvert d'anonymat. "Le président Pierre Nkurunziza et le leader des FNL, Agathon Rwasa, doivent se rencontrer le 18 août en présence du médiateur sud-africain (...) Nous comptons normalement sur ce rendez-vous pour que les deux parties abordent enfin la question du partage du pouvoir, qui a tout bloqué jusqu'ici", a-t-il ajouté. L'Union africaine (UA) a prévenu mardi le gouvernement et les rebelles des FNL que la "patience de la communauté internationale avait des limites", exhortant les deux parties à mettre fin aux "atermoiements" qui retardent l'application de l'accord de cessez-le-feu du 7 septembre 2006 en dépit du retour en mai dernier à Bujumbura du chef des FNL. La mise en application de cet accord de cessez-le-feu bute jusqu'à présent sur la question du partage du pouvoir politique et militaire, le gouvernement refusant catégoriquement de négocier ces questions.